

## Discours de candidature du Président Luc Paboef le 16 novembre 2010

Madame la Présidente, chère Paulette, Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Si je présente devant vous ce matin ma candidature à la présidence de notre assemblée, c'est parce que vous m'avez accordé votre confiance il y a trois ans et que j'aurai à cœur de poursuivre avec vous l'action entreprise dans la conduite de notre institution.

Nous ne sommes en effet qu'à la moitié du chemin que parcourt une mandature, et si nous pouvons estimer avoir atteint, ensemble, notre vitesse de croisière, nous devons aussi nous préparer à des évolutions qui ne sont pas habituelles en cours de mandat.

Je pense à l'élargissement du troisième collège qui devrait intégrer de nouvelles composantes au titre de la protection de l'environnement et du développement durable. Nous réussirons cette intégration en veillant à ce qu'elle soit un enrichissement du dialogue qui fait la force et la valeur de notre assemblée. Pour cela, une attention constante à l'équilibre entre collèges, mais aussi l'écoute de chacune et chacun d'entre vous, seront encore et toujours nécessaires.

C'est ainsi que j'ai conçu ma présidence lors de la première « mi-temps » de la mandature ; c'est ainsi que je souhaite la poursuivre si vous me renouvez votre confiance.

En ces temps de crise générateurs de tensions, je suis plus que jamais convaincu de la nécessité du dialogue. C'est lui qui rend possible la conciliation des dimensions économique, sociale, et environnementale dans nos choix de société. C'est pourquoi nos institutions, qui font l'objet ces derniers temps d'attaques démagogiques dans les médias, doivent être défendues avec conviction.

Certes, ces critiques visent davantage le CESE national que les assemblées régionales de la société civile organisée. Mais à travers elles, c'est l'ensemble de la famille des Conseils économiques, sociaux et environnementaux qui est contestée.

Une démocratie moderne a pourtant besoin de ces lieux de dialogue où peut s'instaurer un débat serein sur les fins et les moyens de l'action publique. Car toute décision est soumise à une part d'incertitude. Et le défi du développement durable nous en apporte chaque jour l'illustration. Comme m'a dit un jour quelqu'un avec malice, la somme des éclairages scientifiques d'une question ne suffit pas à produire *la* solution lumineuse...

Bien sûr, nous devons faire le pari de l'intelligence et de la connaissance. Mais il nous faut plus que cela. Pour agir dans un monde incertain, nous avons besoin de confiance, ce pari optimiste de la volonté qui nous permet de nous engager dans la vie malgré sa part d'inconnu.

La démocratie reconnaît cette incertitude. C'est pourquoi elle a besoin de confiance collective. Et celle-ci n'est pas envisageable sans dialogue. Le dialogue nous humanise en nous faisant découvrir à travers l'autre une richesse que nous ignorions et qui nous rend plus apte à affronter l'inconnu.

En ce qui me concerne, c'est bien l'expérience du CESR qui m'a fait « grandir ». Appelé à y siéger à un âge qui fit de moi son benjamin, pour quelques temps - *et il y a quelques temps...* -, j'y ai appris les vertus du dialogue. Mais j'y ai aussi compris l'humilité que nous impose

l'examen, attentif et dans la durée, des situations concrètes d'un territoire. Nous sommes ici bien loin des jugements souvent péremptoires et définitifs que l'on entend ailleurs, dans certaines arènes éphémères du débat public.

C'est ma fréquentation de vous tous ici, ainsi que de tous ceux qui vous ont précédés et que j'ai eu la chance de côtoyer, qui fut le catalyseur de cet apprentissage. C'est mon premier remerciement.

Mon second est de m'avoir permis d'accomplir ce premier mandat avec la facilité et la sérénité que m'ont apporté l'attitude constructive et bienveillante de chacun d'entre vous.

Dans ce contexte, je sais que beaucoup d'autres que moi, au sein de cette assemblée, ont toute compétence pour la présider dans l'esprit de dialogue et d'ouverture à l'autre qui la caractérise si bien. Mais au-delà de la compétence, il y a aussi l'expérience. Et celle que j'ai pu acquérir grâce à vous depuis trois ans me semble précieuse pour réussir la transition du CESR vers le CESER, transition dont l'essentiel reste à faire, en ces temps d'inquiétude que suscitent la réforme territoriale en cours et son peu d'intérêt pour nos assemblées consultatives.

C'est donc à la poursuite de l'action engagée en faveur du bon fonctionnement de notre assemblée et de son rayonnement que j'entends pleinement me consacrer pour les trois ans à venir, avec vous, si vous me permettez d'accomplir la seconde moitié du mandat à la présidence de notre institution. J'en serais à la fois heureux et honoré, et je consentirai tous les efforts que la situation exigera afin de me montrer, une nouvelle fois, digne de votre confiance.

Merci de votre attention.